

Le Québec, une province au Cœur de l'ALENA

DOCUMENT 4

Édition du vendredi 27 juin 2003

Source : <http://www.ledevoir.com/2003/06/27/30655.html>

Le Québec face à l'ALENA et à la ZLEA

Jacques Létourneau, Secrétaire général du Conseil central du Montréal métropolitain (CSN)

Un gouvernement est-il élu pour gouverner?

La question n'est pas sans intérêt car depuis la signature du premier accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, en 1989, les gouvernements provinciaux et fédéral ont considérablement réduit leurs champs d'intervention, [...] autant dans la répartition de la richesse, à travers les services publics et les programmes sociaux, que dans le développement des régions. [...] Le gouvernement du Québec s'est inscrit dans la mondialisation économique, répondant ainsi aux exigences des multinationales, l'objectif étant de faciliter les investissements et d'élargir les possibilités de commerce en diminuant ce qu'elles considèrent être des entraves à leur quête de profit, comme les normes environnementales ou celles sur le travail.

C'est aussi pour cela que les multinationales exercent des pressions sur les gouvernements. [...] En effet, avant toute chose, elles les considèrent comme un gigantesque potentiel de profit. [...] C'est ce que nous a démontré l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) signé en 1994 par le Canada, les États-Unis et le Mexique. Avec l'ALENA, c'est devenu plus évident, les gouvernements allaient moins gouverner et les entreprises, surtout les plus grandes, prospéreraient davantage. [...] De plus, l'ALENA, qui est un processus permanent de négociation, introduit la notion de « traitement national » selon laquelle le gouvernement doit accorder le même traitement aux entreprises étrangères et aux entreprises canadiennes: mêmes lois, mêmes impôts versés, mêmes subventions. La capacité du gouvernement québécois d'appuyer un secteur économique donné pour soutenir le développement d'une région ou d'une entreprise d'ici en difficulté n'est plus du tout la même car les entreprises étrangères peuvent exiger la fin du versement des subventions en prétextant la concurrence déloyale. Les annonces du nouveau gouvernement libéral vont d'ailleurs dans ce sens, soit celui de diminuer le soutien au développement régional.

[...] En effet, l'ALENA, que l'on veut maintenant étendre aux 34 pays de l'hémisphère (Cuba étant exclu) dans une vaste zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), [...] à déréglementer, par exemple les lois du travail en permettant davantage de sous-traitance.

Au Conseil central du Montréal métropolitain (CSN), [...] nous sommes inquiets parce que, à 18 mois de la conclusion souhaitée par les chefs d'État des Amériques pour la signature de l'entente créant la ZLEA, les attaques se font plus virulentes que jamais contre le genre d'État que nous voulons: [...] un gouvernement qui gouverne dans le sens des intérêts de sa population et pas seulement de ceux des grandes entreprises.